	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour une carte communale</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de SAINT-BONNET-DE-ROCHEFORT
SIRET (Siège)
21030220400016
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de SAINT-BONNET-DE-ROCHEFORT 4 Avenue de la Mairie 03800 SAINT-BONNET-DE-ROCHEFORT Téléphone : 04 70 58 50 67 Email : mairie-st-bonnet-rochefort@orange.fr Site internet : https://www.saintbonnetderochefort.fr/
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Henri GIRAUD, Maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)

NICOLAS Pierre-Adrien, Ingénieur Génie de l'Aménagement, chez REALITES&DESCOEUR
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Bureau d'études REALITES&DESCOEUR 49 rue des Salins 63000 CLERMONT-FERRAND Tel : 04 73 35 16 26 Mail : pierre-adrien.nicolas@realites-be.fr
2. Identification de la carte communale
2.1 Type de document concerné (carte communale, carte intercommunale)
Carte Communale
2.2 Intitulé du document
Révision de la Carte Communale de la commune de SAINT-BONNET-DE-ROCHEFORT
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance de la carte communale
La commune de SAINT-BONNET-DE-ROCHEFORT est couverte par une Carte Communale approuvée conjointement par le conseil municipal le 03/06/2010 et le Préfet de l'Allier en date du 16/07/2010. Elle est consultable à l'adresse suivante : https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&lon=3.1449571005859362&lat=46.150243878082534&zom=13&mton=3.130524&mlat=46.147759
2.4 Territoire (commune(s) couvert par la carte communale
SAINT-BONNET-DE-ROCHEFORT (03)
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure d'élaboration ou de révision (matérialiser la localisation sur un document graphique)
La commune de SAINT-BONNET-DE-ROCHEFORT a prescrit la révision de sa Carte Communale le 31/03/2023.

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes adopté par le Conseil Régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) Saint-Pourçain Sioule Limagne approuvé en conseil communautaire le 17 octobre 2022
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE du bassin Loire-Bretagne 2022-2027 SAGE de la Sioule PGRI Loire Bretagne approuvé par arrêté du préfet coordonnateur du bassin en date du 15 mars 2022 PCAET de la Communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne
3.2 Précédentes évaluations environnementales de la carte communale
La carte communale a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas conduisant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, la carte communale a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (élaboration, révision) et fondement juridique

Révision de la carte communale.

La procédure de révision de la carte communale est encadrée par l'article L.163-8 du code de l'urbanisme : « La carte communale est révisée dans les conditions définies par les articles L. 163-4 à L. 163-7 relatifs à l'élaboration de la carte communale.

Toutefois, le projet de révision n'est soumis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers que s'il a pour conséquence, dans une commune située en dehors du périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé, une réduction des surfaces des secteurs où les constructions ne sont pas admises, mentionnés à l'article L. 161-4. »

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par la carte communale

4.2.1 Population concernée par la carte communale, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

Population municipale légale de SAINT-BONNET-DE-ROCHEFORT en 2022 : 714 habitants.

Source : Insee, dossier complet paru le : 26/06/2025

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	Superficie SIG de la commune de SAINT-BONNET-DE-ROCHEFORT : 1641,3 ha			
Superficie par secteurs	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
Secteurs où les constructions sont autorisées	127,4	7,8%	82,6	5,0%
Secteurs où les constructions ne sont pas admises	1 513,9	92,2%	1 558,7	95,0%

4.2.3 Le cas échéant, rappel des objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le document d'orientation et d'objectifs du SCoT

Le DOO du SCOT Saint-Pourçain Sioule Limagne affiche l'objectif suivant : Objectif 1.7 – Mettre en place une stratégie de développement résidentiel permettant de lutter contre l'étalement urbain

L'enveloppe urbaine est définie par un tampon de 40 mètres autour du bâti cadastral léger de plus de 50 m² et du bâti cadastral solide, érodé de 30 mètres

Les « dents creuses » sont les terrains libres ou partiellement libres de toute construction à l'intérieur de l'enveloppe urbaine. Elles sont réparties en 3 catégories selon les prérequis à leur mobilisation :

- Catégorie 1 : il s'agit des dents creuses constituées de parcelles non enclavées par des parcelles bâties, dépourvues de construction et n'ayant pas d'obstacle majeur à leur constructibilité. Ces espaces étant facilement mobilisables, 100 % de leur surface est comptabilisée dans les calculs du potentiel de densification et du potentiel constructible (voir définitions ci-après) ;

- Catégorie 2 : il s'agit des dents creuses constituées de parcelles enclavées ou de parcelles déjà bâties devant être divisées. Les dents creuses de cette catégorie sont plus difficilement mobilisables et seule 60 % de leur surface est comptabilisée dans le potentiel de densification et dans le potentiel constructible ;
- Catégorie 3 : il s'agit des dents creuses difficilement urbanisables au vu de leur rôle pour les habitations voisines (seul jardin d'une habitation, voie d'accès, annexes, etc.). Ces espaces sont les plus difficiles à mobiliser et seule 10 % de leur surface est comptabilisée dans le potentiel de densification et dans le potentiel constructible.

Le potentiel de densification correspond à la somme des surfaces en dents creuses de chaque catégorie.

Le potentiel constructible est la somme des dents creuses classées en constructible et des parcelles constructibles situées en extension de l'enveloppe urbaine (qui sont comptabilisées à 100% de leur surface réelle).

Pour produire de nouveaux logements (voir les objectifs quantitatifs maximaux en prescription n°14), il convient de réhabiliter des logements dégradés ou insalubres et du bâti vacant, et de combler des dents creuses (densification des enveloppes urbaines existantes) avant d'envisager des extensions urbaines.

Pour les nouveaux logements à construire, les densités nettes moyennes à appliquer dans les documents d'urbanisme sont les suivantes :

- 16 logements/ha sur les pôles principaux ;
- 13 logements/ha pour les pôles de proximité ;
- 10 logements/ha pour les pôles industriels et les autres communes.

Ces objectifs de densité sont à adapter au contexte morphologique : une densité plus importante sera notamment recherchée pour les constructions à l'intérieur de l'enveloppe urbaine.

Sur la période 2020-2040, les besoins maximums en foncier constructible pour l'habitat sont établis comme suit :

- 103 ha sur les pôles principaux ;
- 43 ha pour les pôles de proximité ;
- 26 ha pour les pôles industriels ;
- 238 ha pour les autres communes.

Ces chiffres intègrent les voiries et espaces publics, ainsi que la rétention foncière prévisible.

Les potentiels constructibles dans les documents d'urbanisme n'excéderont pas les besoins en foncier précédemment exprimés.

Le SCOT de Saint-Pourçain Sioule Limagne distingue Saint-Bonnet-de-Rochefort en tant que « pôle industriel », et non pas uniquement en tant que commune rurale.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectif poursuivi par la procédure

La révision de la carte communale constitue une opportunité pour la commune, de mener une réflexion globale sur son développement, à échéance de dix ans, voire davantage. Au vu des évolutions législatives intervenues et de l'approbation du Schéma de Cohérence Territoriale le 17 octobre 2022, il est indispensable que la commune se dote d'un document global actualisé.

Ainsi, la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort a prescrit la révision de la Carte Communale le 31/03/2023.

4.3.2 La procédure a pour objet de **délimiter un nouveau secteur constructible ou d'étendre un secteur existant**

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser sa localisation et sa superficie, l'augmentation attendue de la population

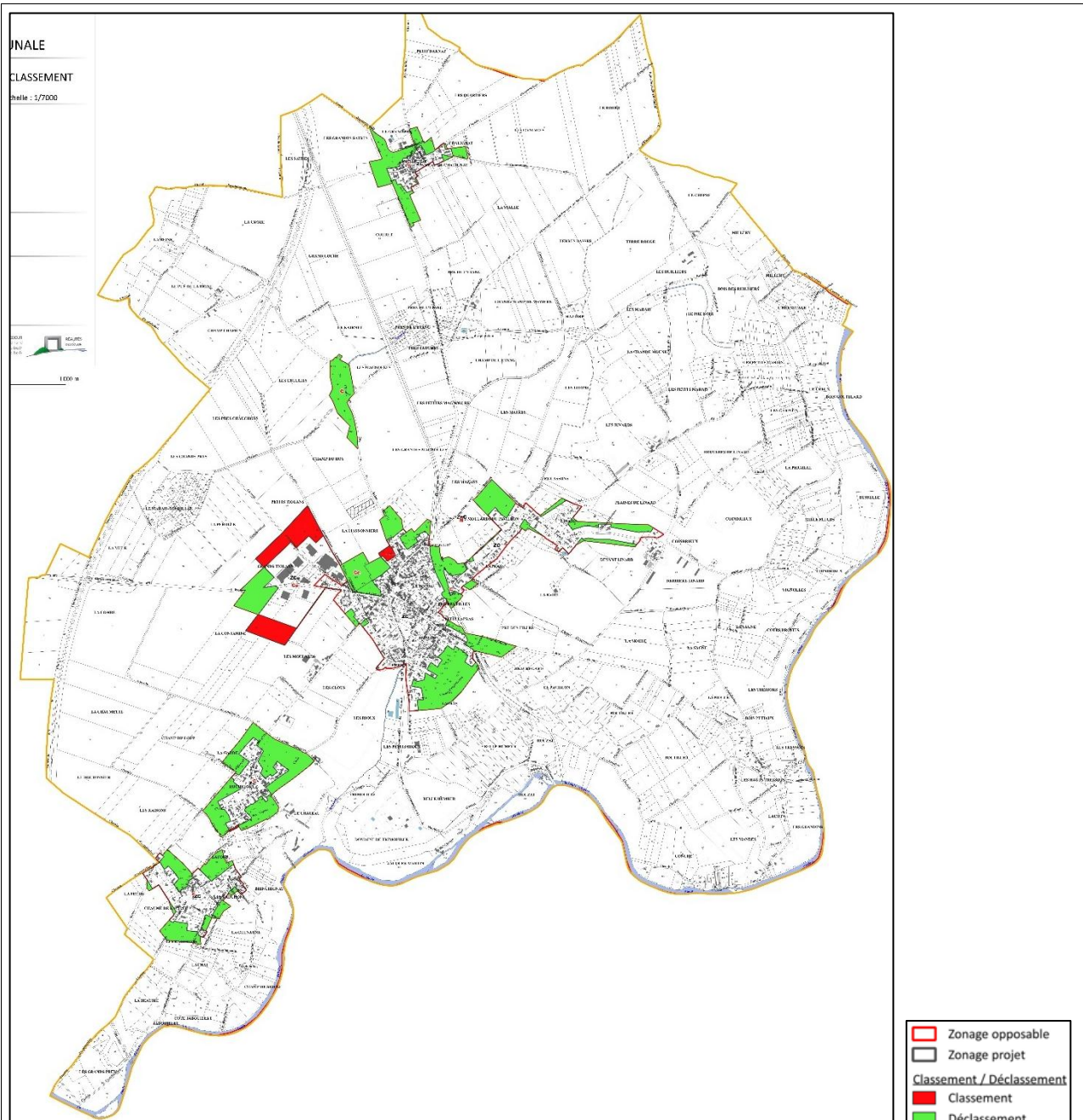
Sur la période de référence 2011-2021, la commune a consommé 18,41 ha pour ses vocations habitat, activités, équipements (hors vocation agricole). Elle ambitionne pour les prochaines années de réduire sa consommation d'espaces en matière d'habitat et d'équipement en réévaluant les enveloppes constructibles afin de recentrer les possibilités d'accueil de nouvelles populations au sein des principaux pôles urbanisés : le bourg, les Radurons, Rochefort, Chalignat et favoriser la réhabilitation des bâtiments existants sur l'ensemble des villages.

En complément, la commune souhaite poursuivre les efforts de réhabilitation de l'existant et de remise sur le marché de bâtiments vacants, un objectif de 5 logements est poursuivi (correspondant à une part de 15% de remise sur le marché, en cohérence avec une contraction significative de la vacance au cours des dernières années).

Les éléments du projet communal, tant en matière économique que résidentielle, participent activement à la préservation et valorisation des ressources du territoire et du cadre de vie que ce soit en matière d'environnement, de paysages, d'agriculture ou de patrimoine.

En effet, la re-délimitation des enveloppes constructibles préserve les silhouettes urbaines. Elle se traduit par une concentration autour du bâti existant du développement projeté, n'engendrant pas de développement en extension linéaire des enveloppes urbaines le long du réseau routier départemental.

La surface de zone Constructible est 109,4 ha, soit 6,7% du territoire communal. Le projet de délimitation de la zone Constructible, conduit à une diminution significative de son périmètre vis-à-vis de celui de la zone Constructible actuellement opposable : -45,8 ha.



Les potentiels estimés dans la zone Constructible concernent à la fois des parcelles libres et des tènements dont la division parcellaire sera nécessaire (traduisant ainsi une certaine augmentation de la densité).

Après une période à l'évolution démographique irrégulière, Saint-Bonnet-de-Rochefort a connu un net regain depuis 2009. La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort ambitionne un développement comparable à ces dernières années à l'horizon 2035.

L'augmentation attendue de population à l'horizon 2035 par rapport à 2020, est de 115 habitants.

Estimation des besoins en logements (2020 - 2035)			
Hypothèse : croissance comparable aux dernières années			
Démographie : scénario retenu (en % / an)	1	Nombre de nouveaux habitants	115
Pourcentage de logements vacants à remettre sur le marché (%)	15	Nombre de nouveaux logements	66
1er facteur : desserrement des ménages			
A - Taille des ménages en 2020 :	2,31	C - Nombre d'habitants en 2020 :	717
B - Taille des ménages en 2035 :	2,18	D - Nombre d'habitants en 2035 :	832
E - Nombre de logements nécessaires en 2020 : C/A =			310
F - Nombre de logements nécessaires en 2035 : C/B =			329
G - Nombre de logements à prévoir pour pallier uniquement le desserrement des ménages : F-E =			19
2ème facteur : arrivée de nouveaux habitants			
H - Nombre de nouveaux habitants prévus d'ici 2035 : D - C =			115
I - Nombre de logements que la commune doit prévoir pour pallier l'arrivée de nouveaux habitants : H/B =			53
J - Nombre total de logements à créer : G + I =			71
Besoin en constructions neuves			
K - Nombre de logements vacants dans le parc total :			34
L - Logement vacants à remettre sur le marché			5
M - Nombre de logements neufs produits entre 2020 et 2035			6
N - Nombre de logements neufs à construire : L - J =			66
Surface nécessaire pour une moyenne de 1000 m² par logement neuf à construire (en ha)			6,6 ha

4.3.3 La procédure a pour objet de réserver un secteur à l'implantation d'activités

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser sa localisation, sa superficie et le type d'activité

La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort accueille le Naturopôle Nutrition-Santé, espace d'activités reconnu d'intérêt régional et bénéficiant de 2 certifications (Pôle d'Excellence Rurale depuis 2006 ; ISO 14001 depuis 2010).

Cet espace d'activités en pleine évolution, complémentaire au tissu économique local, participe activement au développement économique de la commune et de l'intercommunalité.

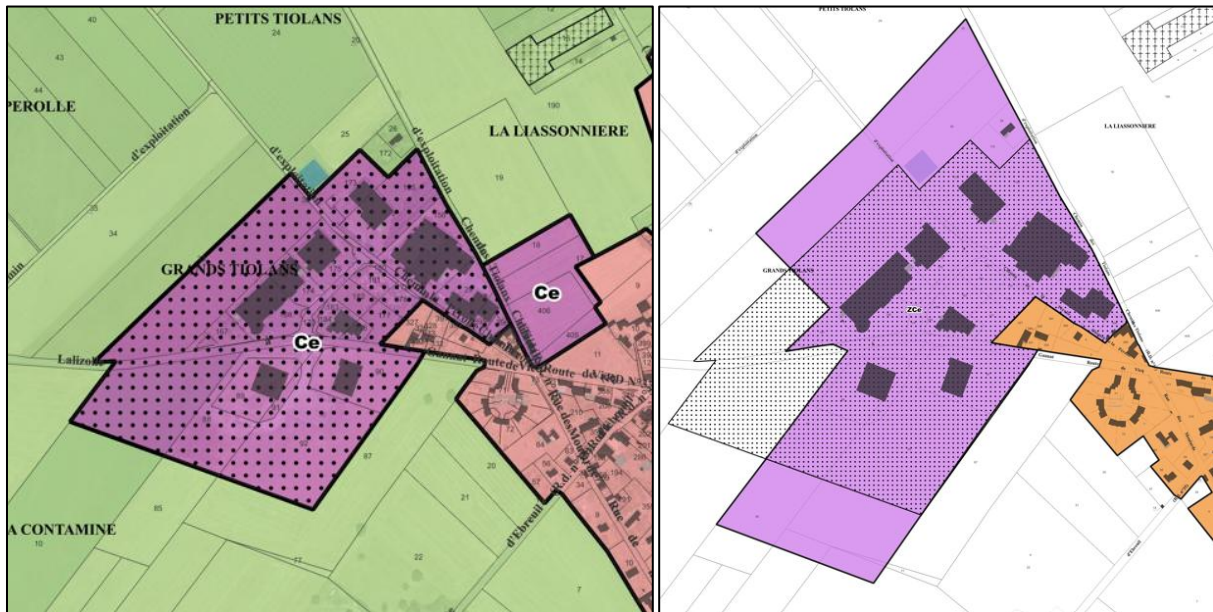
Il s'inscrit au Nord du bourg.

Le Naturopôle présente aujourd'hui un taux de remplissage important. Les disponibilités restantes au sein du périmètre de ZAC et du zonage actuel de la Carte Communale, sont marquées par des enjeux agricoles et archéologiques (présence d'une ancienne voie romaine) qui limitent fortement leur potentiel opérationnel.

Afin de conforter son dynamisme économique, la commune souhaite ainsi redéfinir les contours de la zone constructible dédiée aux activités.

L'ambition communale est de permettre le repositionnement du potentiel de développement du Naturopôle afin de répondre non seulement au développement des entreprises présentes sur le site, mais également de celles qui souhaiteraient s'y implanter.

La surface constructible (ZCe) dédiée au Naturopôle dans la carte communale opposable est de 15,9 ha, le projet de révision la carte communale redéfini une zone constructible (ZCe) de 19,0 ha.



Zonage opposable/projet

A noter qu'une emprise de 2,1 ha dédiée aux activités artisanales (ZCe) est déclassée dans le cadre de la procédure. En effet, dans le souci de favoriser l'évolutivité et l'adaptabilité du tissu urbain, l'évolution et l'implantation des entreprises hors Naturopôle, sont appelées à se faire au sein de la zone constructible.

Le projet d'un embranchement ferré :
Le décret n°2024-740 du 5 juillet 2024 qualifie de projet d'intérêt national majeur le projet d'extraction et de transformation de lithium par la société Imerys dans l'Allier. Ce projet concerne notamment le territoire communal dans le cadre de l'aménagement d'un embranchement ferré inscrit à l'Ouest de l'A71 de l'autoroute.
A ce titre, un fuseau constructible au sein de la zone non constructible pourrait être défini pour que ce rail puisse être réalisé, dès lors que le projet sera précisément défini. Bien que les aménagements ne soient pas encore précisément définis, les secteurs concernés par ce projet s'inscrivent à l'écart des espaces urbanisés. L'espace le plus proche est celui du Puy de la Reine, il est inscrit en zone non constructible.

4.3.4 Pour les communes de montagne, la procédure a pour objet de **déroger** à la règle de **protection** des parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à 1 000 hectares, sur une distance de 300 mètres à compter de la rive

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, indiquer le plan d'eau, sa localisation et la raison qui motive cette dérogation

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.5 La procédure a pour objet de **protéger** de nouveaux espaces naturels, agricoles ou forestiers

- ☒ Oui
☐ Non

Si oui, préciser les superficies et les localisations

La révision de la Carte Communale entraine une diminution des secteurs constructibles protégeant ainsi les espaces naturels, agricoles ou forestiers.

4.3.6 La procédure a pour objet de délimiter un secteur dans lequel la **reconstruction à l'identique** d'un bâtiment détruit ou démoli n'est pas autorisée

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser sa localisation et sa superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales

☐ Oui

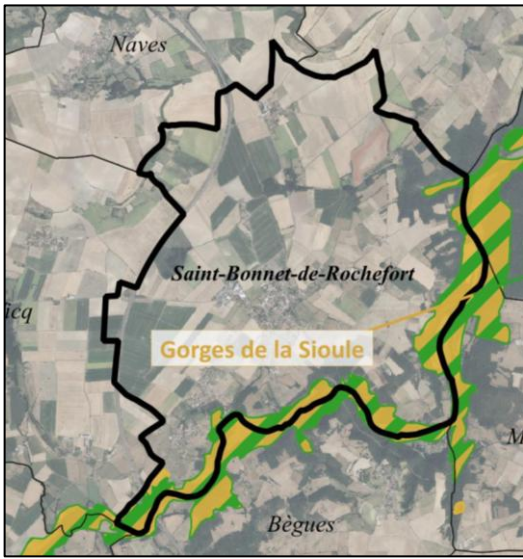
☒ Non

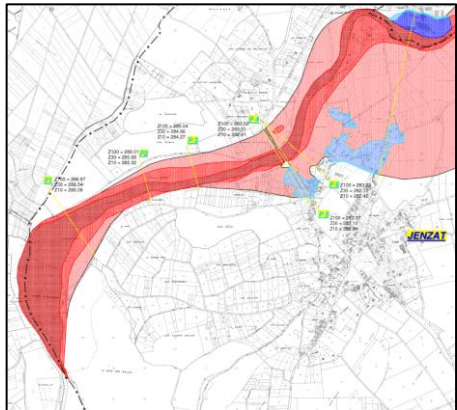
Si oui, préciser les effets

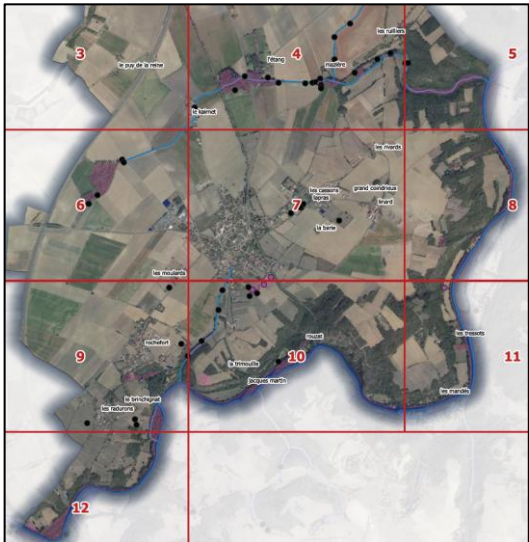
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.





5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

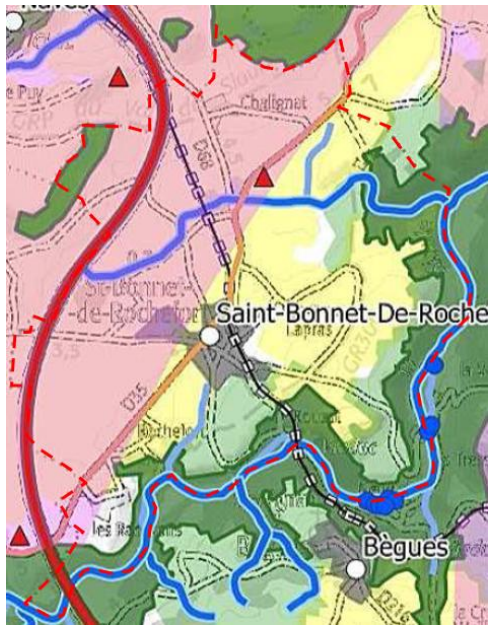
5.1 La carte communale est concernée par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>On dénombre 2 sites Natura 2000 sur le territoire de la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> - FR8301034 : Gorges de la Sioule (ZSC) - FR8312003 : Gorges de la Sioule (ZPS) 

			<div> <div> <div></div> <div>Commune de St-Bonnet-de-Rochefort</div> </div> <div> <div></div> <div>Limites communales</div> </div> </div> <div> NATURA 2000 <div> <div></div> <div>Zone Spéciale de Conservation (ZSC)</div> </div> <div> <div></div> <div>Zone de Protection Spéciale (ZPS)</div> </div> </div>
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est concernée par le périmètre du PPRi Rivière Sioule de la commune de Jenzat.</p>  <p><i>Extrait carte zonage réglementaire (le territoire communal de Saint-Bonnet-de-Rochefort est inscrit à l'Ouest de la vignette)</i></p>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

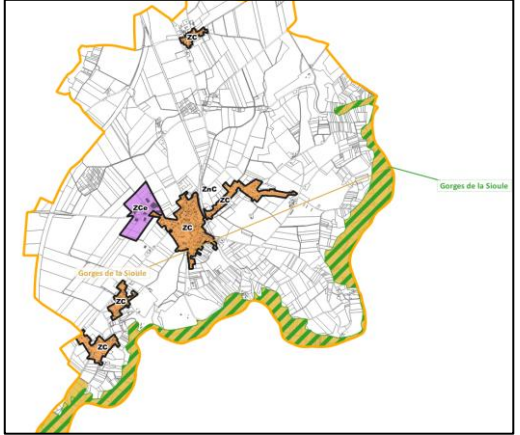
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune compte 2 monuments historiques : viaduc de Rouzat et château de Rochefort inscrits à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques par arrêtés du 08/12/65 et 20/05/15.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Une pré-localisation des zones humides a été réalisée dans le cadre du SAGE Sioule. L'inventaire des zones humides a donné lieu à une cartographie réalisée en 2021 sur la commune : atlas des zones réellement humides suite aux expertises de terrain.</p> <p>Plusieurs zones humides ont été identifiées sur la commune, notamment aux abords de la trame hydrographique.</p> 

			Légende  BV Sioule  Zones humides identifiées sur le terrain Sondages pédologiques • Négatifs • Positifs  Surfaces en eau  Cours d'eau et écoulements ★ Sources
<p>Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le SRADDET identifie sur la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort les trames vertes et bleues suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Trame bleue : la Sioule et ses affluents. - Trame verte : réservoir de biodiversité concentré sur la vallée encaissée de la Sioule et sur le secteur du Puy de la Reine. - Des espaces perméables relais à l'interface entre le réservoir de biodiversité de la vallée de la Sioule et les espaces agricoles et espaces artificialisés. - Un corridor thermophile en pas japonais en partie Nord-Ouest du territoire communale, au sein des espaces agricoles inscrits aux abords de l'A71. - Obstacle ponctuel à la trame verte au Nord, au droit du hameau de l'Etang. - Obstacle linéaire à la trame verte, au droit de l'A71. - Obstacles à la trame bleue au Sud-Est de la commune, en limite communale, au droit de la Sioule.

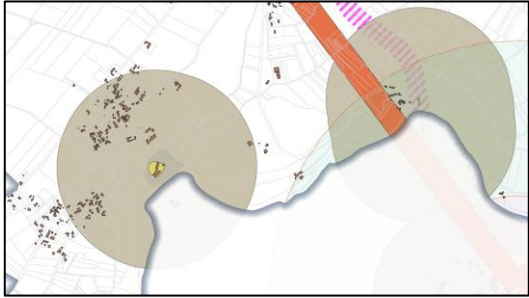
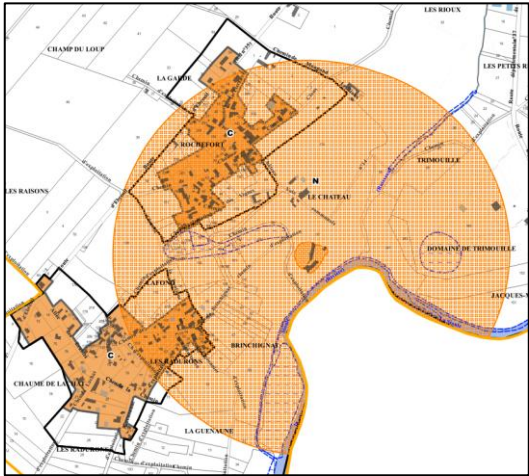
			 <p>Trame verte</p> <ul style="list-style-type: none"> Réservoirs de biodiversité Corridors superficiels Corridor thermophile en pas japonais Corridors écologiques à présoie liés aux infrastructures <p>Trame bleue</p> <ul style="list-style-type: none"> Cours d'eau de la trame bleue <p>Espaces perméables relais</p> <ul style="list-style-type: none"> Espaces perméables liés aux milieux terrestres Autres cours d'eau <p>Infrastructures</p> <ul style="list-style-type: none"> Zones artificialisées Lignes électriques de très haute tension Lignes électriques de haute tension Autoroutes <p>Obstacles</p> <ul style="list-style-type: none"> Nationales Départementales Voies ferrées Obstacles linéaires de la trame verte <p>Autres informations</p> <ul style="list-style-type: none"> Obstacles ponctuels de la trame verte Obstacles ponctuels de la trame bleue (ROE) Limites des départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes Grands espaces agricoles
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est concernée par les ZNIEFF suivantes :</p> <p>ZNIEFF de type 1</p> <ul style="list-style-type: none"> Gorges de Chouvigny Coteaux calcaires de Charroux <p>ZNIEFF de type 2</p> <ul style="list-style-type: none"> Gorges de la Sioule

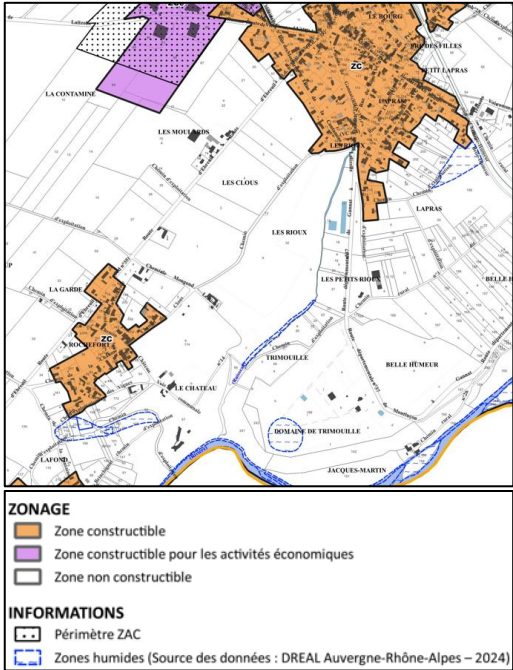
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune n'est pas concernée par la présence d'un site ENS, géré par le Conseil Départemental de l'Allier.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort est concernée par le périmètre du PPRi Rivière Sioule de la commune de Jenzat. Toutefois les emprises impactées ne concernent pas des espaces urbanisés et/ou classés en zone constructible.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	On dénombre 2 sites Natura 2000 sur le territoire de la commune : - FR8301034 : Gorges de la Sioule (ZSC) - FR8312003 : Gorges de la Sioule (ZPS)

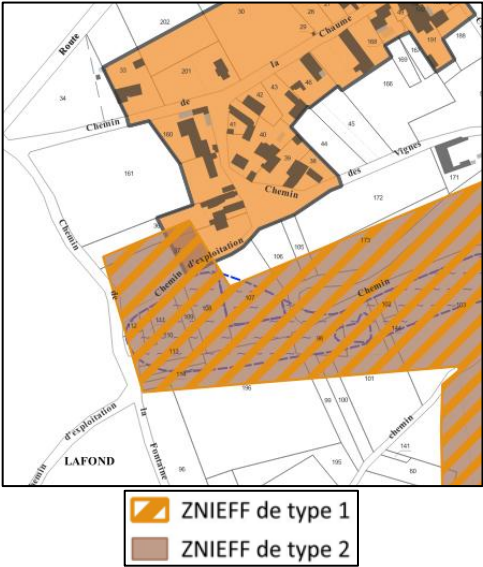
			 <p>Le bourg et villages inscrits en zone constructible sont inscrits à l'écart des périmètre de la ZPS et de la ZSC des Gorges de la Sioule.</p> <p>Le secteur urbanisé le plus proche des sites Natura 2000 est celui des Radurons. Son extrémité Est est distante d'une centaine de mètres de la ZPS et de la ZSC des Gorges de la Sioule.</p> <p>Les sites Natura 2000 sont inscrits en zone non constructible, participant au maintien d'habitats nécessaires pour la biodiversité et à la préservation de milieux sensibles.</p> <p>Le projet de révision de la Carte communale entraine une diminution des secteurs constructibles par rapport au document opposable, améliorant la préservation des espaces naturels et agricoles du territoire communal, et protégeant ainsi les espaces inscrits en site Natura 2000.</p>
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe III

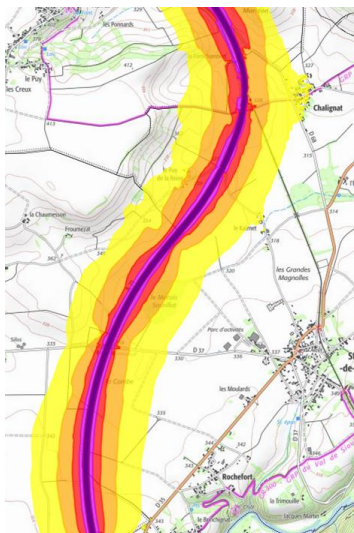
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune compte 2 monuments historiques : viaduc de Rouzat et château de Rochefort inscrits à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques par arrêtés du 08/12/65 et 20/05/15.</p>  <p>Le projet de révision de la Carte Communale ne semble pas être de nature à impacter ces périmètres de protection.</p> <p>En effet, la re-délimitation des enveloppes constructibles se traduit par une concentration autour du bâti existant du développement projeté, n'engendrant pas de développement en extension linéaire des enveloppes urbaines le long du réseau routier départemental.</p> <p>Le zonage constructible sur les villages de Rochefort et des Radurons a été significativement réduit.</p> 

			Il conduit à ne pas rapprocher l'urbanisation des Monuments Historiques.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Une pré-localisation des zones humides a été réalisée dans le cadre du SAGE Sioule. L'inventaire des zones humides a donné lieu à une cartographie réalisée en 2021 sur la commune : atlas des zones réellement humides suite aux expertises de terrain.</p> <p>Plusieurs zones humides ont été identifiées sur la commune, notamment aux abords de la trame hydrographique.</p> <p>Vis-à-vis du zonage opposable, la diminution des zones constructibles du projet de révision de la Carte Communale a exclu les zones humides, des zones constructibles.</p> <p>Ce projet n'est ainsi pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les zones humides.</p>  <p>ZONAGE</p> <ul style="list-style-type: none"> Zone constructible Zone constructible pour les activités économiques Zone non constructible <p>INFORMATIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> Périmètre ZAC Zones humides (Source des données : DREAL Auvergne-Rhône-Alpes – 2024)
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le SRADDET identifie sur la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort, les trames vertes et bleues suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Trame bleue : la Sioule et ses affluents.

		<ul style="list-style-type: none"> - Trame verte : réservoir de biodiversité concentré sur la vallée encaissée de la Sioule et sur le secteur du Puy de la Reine. - Des espaces perméables relais à l'interface entre le réservoir de biodiversité de la vallée de la Sioule et les espaces agricoles et espaces artificialisés. - Un corridor thermophile en pas japonais en partie Nord-Ouest du territoire communale, au sein des espaces agricoles inscrits aux abords de l'A71. - Obstacle ponctuel à la trame verte au Nord, au droit du hameau de l'Etang. - Obstacle linéaire à la trame verte, au droit de l'A71. - Obstacles à la trame bleue au Sud-Est de la commune, en limite communale, au droit de la Sioule. <p>Les zones constructibles de la carte communale révisée, sont diminuées par rapport à celles opposables. Elle ne concernent pas les réservoirs de biodiversité. Elles sont couvertes principalement par des grands espaces agricoles et des zones artificialisées.</p> <p>La zone constructible opposable sur le hameau de Kairnet est supprimée, tandis que celle de Chalignat est réduite à l'enveloppe urbaine existante. Le secteur du Puy de la Reine demeure en zone non constructible.</p> <p>La diminution des zones constructibles du projet de révision de la Carte Communale, sur les secteurs du Bourg, de Rochefort et des Radurons, conduit à ne pas rapprocher l'urbanisation des éléments supports aux trames vertes et bleues.</p>
--	--	---

		<p>Un seul secteur est concerné par un agrandissement de la zone constructible. Il s'inscrit au sein des espaces agricoles marqués par un corridor thermophile en pas japonais. A vocation économique, il marque un repositionnement de la zone dédiée à l'accueil et au développement du Naturopôle. Le potentiel constructible est localisé en continuité de l'existant.</p> <p>Le projet de Carte Communale révisé n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les trames vertes et bleues du SRADDET.</p>
<p>D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p>	<p>La commune est concernée par les ZNIEFF suivantes :</p> <p>ZNIEFF de type 1</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gorges de Chouvigny - Coteaux calcaires de Charroux <p>ZNIEFF de type 2</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gorges de la Sioule <p>Les zones constructibles de la Carte Communale révisée, sont diminuées par rapport à celles opposables.</p> <p>Les zones constructibles sont inscrites en dehors des ZNIEFF de type 1 et 2, à l'exception d'une emprise sur le secteur de Rochefort correspond aux abords aménagés de constructions.</p> 

			<p>Les zones constructibles sont distantes entre 100 et 400 m des périmètres des ZNIEFF.</p> <p>Le projet de Carte Communale révisé n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur les zonages environnementaux.</p>
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
La communes est traversée du Nord au Sud par l'A71. Le tracé de cette autoroute s'inscrit en limite Ouest du territoire communal, sur un secteur comptant un nombre limité de constructions : le Puy de la Reine, les Magnolles et Chalignat.			



(Cartes stratégiques du bruit - Allier - Type A (4ème échéance))

Toutefois le potentiel constructible offert par le projet de Carte Communale révisé ne concourt pas à renforcer l'urbanisation sur ces secteurs.

En effet, la zone constructible définie dans la carte communale opposables est supprimée sur le secteur des Magnolles, elle est fortement réduite sur le secteur de Chalignat en étant circonscrite au bâti résidentiel existant. Le secteur du Puy de la Reine est conservé en zone non constructible.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné – et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Le projet d'élaboration de la carte Communale révisé sera notifié aux PPA pour Avis après retour de l'avis de l'Autorité Environnementale.

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Consultation de la CDPENAF

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui

☐ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier d'élaboration ou de révision de carte communale (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans la rubrique 2.3 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
<p>Annexe 1 : Projet communal.</p> <p>Annexe 2 : Projet du plan de zonage de la Carte Communale révisé, correspondant à l'annexe 2 demandée.</p> <p>Annexe 3 : Auto-évaluation, correspondant à l'annexe 3 demandée.</p>		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus (personne publique responsable)			
Fait à	SAINT-BONNET-DE-ROCHEFORT	le,	08/09/25
Nom	GIRAUD	Prénom	HENRI
Qualité	Maire		
Signature			
